

Cohésion et transitions : agir autrement

Rapport annuel sur l'état de la France 2019

Déclaration du groupe des Entreprises

Les thèmes de l'édition 2019 du RAEF « cohésion et transition : agir autrement » reflètent parfaitement les réalités des désordres économiques, sociaux, et environnementaux que vivent les Français et la nécessité d'y apporter de nouvelles réponses. Comment réconcilier la France dans un contexte inédit de crise et de défiance vis-à-vis des décideurs, des institutions et des corps intermédiaires ?

Les entreprises ont, depuis longtemps, pris conscience de ces bouleversements. Habitues à s'adapter continuellement à un environnement mouvant et contraint, elles se sont engagées et s'engagent avec responsabilité pour relever les défis qui s'annoncent.

La cohésion sociale est fortement mise à l'épreuve, la pauvreté ne recule plus et l'ascenseur social est en panne. La crise des gilets jaunes a pointé du doigt le malaise des classes sociales intermédiaires et leur sentiment de décrochage du système. La transition écologique ne peut pas être décrétée et suppose une refondation de notre système fiscal ; cela également pour maîtriser l'endettement qui atteint un niveau record.

Un élément très préoccupant pour les entreprises est la lenteur de la reprise de l'économie française. La progression du PIB a ainsi été ramenée à 1,7 % en 2018 et les perspectives pour 2019 sont de 1,3 % donnant l'impression que la France est condamnée à une stagnation séculaire.

Or, il est impératif de poursuivre les efforts en matière de productivité. De nombreux leviers doivent être mis en œuvre.

En matière de formation, bien que le système éducatif français profite aux bons élèves, il se dégrade avec une proportion d'élèves en difficulté toujours au-dessus de la moyenne ; ce qui affaiblit les compétences de la main-d'œuvre française.

En parallèle, il faut continuer d'offrir aux entreprises les moyens de développer les investissements en matière de recherche et de développement. En effet, la France accuse un net retard en matière d'innovation par rapport aux autres pays européens.

Le groupe des entreprises dénonce la nouvelle baisse de l'effort de recherche de la France sur les dernières années qui augure mal de la préparation de cette dernière aux transitions en cours. Ce résultat situe la France en dessous de la moyenne des pays de l'OCDE alors que l'Allemagne a déjà atteint en 2017 la cible européenne de 3 % du PIB et pris de nouveaux engagements pour arriver à 3,5 %. Les dépenses de R&D semblent même reculer dans certains secteurs stratégiques comme l'industrie spatiale ou pharmaceutique. Mettre sur pied une véritable politique industrielle visant à revoir en profondeur nos modes de production et de consommation est urgent.

Comme le souligne cet avis, parvenir à la cohésion sociale tout en menant avec détermination les transitions nécessaires appelle des mesures fortes rassemblées autour de deux axes majeurs : refondre la fiscalité d'une part et engager une politique volontariste d'investissement d'autre part.

Les entreprises ont cette volonté, pour autant qu'elle soit partagée. Elles sont particulièrement investies pour mener à bien ces changements visant une plus grande efficacité économique, sociale et environnementale et s'accompagnant d'une politique ambitieuse en matière d'investissements publics et privés.

Pour toutes ces raisons le groupe des entreprises a voté le projet d'avis.